



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

90-91 | 2002
Monnaies : pluralités – contradictions

Misères de la monnaie, monnaies de la misère

La crise monétaire vue par les habitants d'une villa miseria de la banlieue de Buenos Aires

Poverty of Currency, Currency of Poverty: Monetar. Crisis as seen by the inhabitants of a villa miseria in the suburbs of Buenos Aires

Pierre-Yves Jacopin et Nathalie Puex



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2178>

DOI : 10.4000/jda.2178

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 25-53

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Pierre-Yves Jacopin et Nathalie Puex, « Misères de la monnaie, monnaies de la misère », *Journal des anthropologues* [En ligne], 90-91 | 2002, mis en ligne le 19 mai 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2178> ; DOI : 10.4000/jda.2178

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Journal des anthropologues

Misères de la monnaie, monnaies de la misère

La crise monétaire vue par les habitants d'une villa miseria de la banlieue de Buenos Aires

Poverty of Currency, Currency of Poverty: Monetar. Crisis as seen by the inhabitants of a villa miseria in the suburbs of Buenos Aires

Pierre-Yves Jacopin et Nathalie Puex

La crise argentine : approche du problème

- 1 Bon élève quant à l'application des recettes néolibérales en matière de développement économique, l'Argentine devint la vedette des commentateurs économiques, des congrès et autres sommets internationaux. Ces derniers mois elle fait à nouveau la une des journaux, mais cette fois pour évoquer l'échec brutal d'un modèle qui l'a conduite à la faillite. Comment une nation peut-elle en dix ans passer du succès et de l'exemple de modernité économique, à une banqueroute étatique si brutale et radicale, que ses habitants doivent recourir au troc, que ses provinces doivent créer leurs propres monnaies envers et contre la monnaie nationale et qu'elle doit introduire en catastrophe une monnaie sociale alternative ? C'est la question que les étrangers, sinon les Argentins eux-mêmes, se posent.
- 2 La réponse à cette interrogation n'est pas moins complexe que la complexité de la situation argentine. Elle peut être envisagée sous de multiples angles, tant il est vrai que ce n'est pas tant la crise elle-même qui est originale (en effet les crises de la dette sont malheureusement devenues une des caractéristiques du passé récent des principaux pays latino-américains), mais ses causes et ses formes historiques. Si les crises peuvent paraître identiques dans leur essence, en réalité leurs formes et leurs contextes politiques, économiques et sociaux diffèrent. Du point de vue anthropologique la crise argentine est révélatrice du système social qui l'engendre. Pour l'étudier nous prendrons ici un biais quelque peu singulier : nous l'aborderons à partir de la situation d'extrême

pauvreté de Villa Juanito¹, une *villa miseria* – équivalent argentin d'un bidonville – de la banlieue de Buenos Aires.

- 3 La littérature concernant les bidonvilles et les quartiers pauvres abonde ; face à l'exclusion, elle est principalement animée par deux grandes catégories de questions : d'une part quelle est l'organisation sociale des bidonvilles ? Repose-t-elle sur une cohérence spécifique, distincte de celle de la société capitaliste qui l'entoure ? Y a-t-il une fidélité des pauvres les uns envers les autres qui ne soit pas due à la pauvreté ? Existe-t-il une allégeance propre aux miséreux ? Et, corollairement, cette solidarité implique-t-elle des échanges, un style de réciprocité et une conception du monde spécifiques, qui, en conséquence, permettrait d'expliquer la constitution des bidonvilles en ghettos et leur fermeture par rapport à la ville qui les entoure ? Par ailleurs le caractère monétaire de la crise argentine soulève le problème de la monnaie en tant que lien social et expression de la souveraineté de l'Etat : l'on est en effet en droit de se demander en quoi l'abandon partiel par l'Etat argentin de sa souveraineté monétaire au profit du dollar en 1991, puis plus récemment, l'écroulement complet du système en 14 monnaies différentes, affectent les très pauvres. Autrement dit la survie des plus pauvres est-elle fondée sur une solidarité de nature, qualitativement différente de celle des autres citoyens ? Et, en conséquence, ont-ils un autre rapport à l'Etat, et dans quelle mesure la crise le dévoile-t-il ?
- 4 Plutôt que de répondre à ces questions en essayant de saisir les différences entre riches et pauvres par leurs identités, leurs interactions, voire leurs intentions, ou encore en définissant ce que pourrait être l'essence de la pauvreté des bidonvilles, nous nous attacherons à en dégager les formes. Forme des échanges et forme des rapports sociaux, dont la monnaie, si emblématique soit-elle, n'est qu'un des aspects parmi d'autres. Nous croyons en effet que du point de vue méthodologique, seul l'examen des formes des rapports sociaux – plutôt que celle des institutions, des faits, des actes ou des acteurs pris en soi – permet de comparer les événements et les situations et d'en constituer l'histoire. Dans le cas qui nous occupe nous tenterons de saisir la genèse des crises monétaires successives, conséquence du coup d'Etat militaire de mars 1976, considérées dans la perspective de la fermeture actuelle du circuit bancaire (décembre 2001) et de la dynamique conduisant à une redéfinition du marché et du rapport entre l'Etat et la société. Nous examinerons l'histoire et les formes des rapports de Villa Juanito avec le reste de la cité ; histoire qui verra la précarisation définitive des *villeros* – habitants des *villas miserias*.

Formes de la pauvreté

- 5 La *villa miseria* de Juanito compte environ trente cinq mille habitants, dont les habitations sont plus ou moins consolidées, selon le degré d'intégration de leurs occupants à la cité et selon leurs possibilités d'accumuler, de se procurer des richesses. Actuellement l'immense majorité des hommes et des femmes de Villa Juanito en âge de travailler survivent grâce à de petits boulots « informels » ; leur situation dépend donc principalement des revenus de la classe moyenne, laquelle exerce une forte demande des divers services que peuvent offrir les *villeros*.
- 6 Du point de vue purement empirique une *villa* est un quartier autoconstruit, pauvre et illégal, au territoire bien délimité et dont les habitants constituent une sorte de communauté. Cela ne suffit toutefois pas à la définir. En effet en Argentine les *villas*

représentent surtout une forme d'occupation de terrain sauvage ; à ce titre elles constituent des organisations sociales à peine autonomes. Apparues dans les années trente, tout d'abord comme logements provisoires des émigrés européens, puis des migrants venus des provinces argentines de la fin des années quarante au début des années soixante-dix, elles ont constitué un tremplin pour accéder à la propriété foncière privée. Jusqu'à ce moment, la mobilité sociale, aussi bien que des programmes de financement étatiques associés à des dispositions légales nouvelles introduits par Perón, facilitèrent l'achat de propriétés immobilières à des prix modérés. Quoique tous les *villeros* n'en aient pas bénéficié de manière égale, à cette époque les chances de réussite dépendaient autant sinon plus de la capacité individuelle d'intégration qu'aux plans sociaux instaurés par l'Etat social péroniste.

- 7 En réalité toute l'idéologie péroniste était liée à la notion de travail – dans une perspective corporatiste et syndicale. Le travail était censé être le moteur intégrateur de l'individu, dans les faits comme dans les représentations. Ceux qui ne pouvait être incorporés à l'ensemble du corps social par le travail et les bénéfices sociaux relevaient de la charité traditionnelle, comme celle de la Fondation Eva Perón, où se mêlait clientélisme et culte de la personnalité de Perón et d'Evita... avec leurs obligations. Par des actes ritualisés retentissants, Eva Perón s'efforçait de donner l'impression que même les plus pauvres faisaient partie de la communauté nationale et participaient d'un projet commun. Un projet qui n'était pas sans rappeler le populisme du début du siècle aux Etats-Unis et les fascismes européens. Quoi qu'il en soit, tant par sa pratique que par son idéologie, le péronisme contribua donc à transformer durablement le rapport de l'Etat aux citoyens et à en modifier la représentation ; la dimension sociale et pratique de cette politique a marqué les rapports des *villeros* face à l'Etat et au reste de la société jusqu'à aujourd'hui.
- 8 Paradoxalement, persuadés qu'ils y séjourneraient de manière provisoire, les *villeros* négligèrent pendant longtemps d'investir dans leur *villa*, d'où leur précarité jusque dans les années quatre-vingt. L'image qu'ils se faisaient de leur habitat avait pour pendant une représentation du monde essentiellement tournée vers le futur et fondée sur une idée de progrès social ouvert. Jusque dans les années soixante-dix ils purent croire qu'ils faisaient partie du tout social national, y compris du point de vue politique. Bien qu'habitants leur *villa*, ils avaient la certitude qu'ils en sortiraient et qu'ils résideraient un jour dans un quartier *regular* (normal) pauvre mais de classe moyenne. Ceci explique pourquoi durant les courts épisodes démocratiques qui se succédèrent entre 1955 et 1973 (date du retour de Perón de son exil madrilène), malgré l'interdiction du mouvement péroniste, la « Résistance péroniste » comptait un grand nombre de *villeros*, en grande partie ouvriers.
- 9 Contrairement aux occupations collectives de sol par des migrants paysans que l'on pouvait observer au même moment dans toutes les métropoles d'Amérique latine, les *villeros* portègnes², n'étaient pas pressés de s'organiser en communautés ni de promouvoir des formes de solidarité : vivre dans les *villas* restait pour eux une situation transitoire ; « les invasions » restaient peu organisées et la rotation migratoire importante, surtout entre la fin des années cinquante et la première moitié des années soixante ; si bien que l'instauration de rapports solidaires de type communautaire autonome resta essentiellement lettre morte : pourquoi s'organiser, si la communauté principale est celle des compagnons de l'usine, voire de la nation ?
- 10 S'ils entretenaient certaines formes d'échanges réciproques, notamment pour les dettes d'argent, c'était avant tout avec des membres de la famille ou avec des amis proches. Si

pour des raisons pratiques – travaux d’infrastructure ou urgences ponctuelles – ils étaient obligés de passer certains accords avec leurs *vecinos* (voisins) immédiats, jamais ces échanges (quotidiens ou occasionnels) n’impliquaient d’argent. Les dettes importantes étant du ressort d’individus avec lesquels l’on entretenait des rapports de confiance de longue date, souvent depuis le lieu d’origine. Bref, l’on peut supposer que, quelle qu’ait pu être leur pauvreté, à cette époque la représentation que, selon leurs dires, les *villeros* se faisaient des formes d’échanges institutionnalisées, notamment avec l’Etat et ses services publics, ne différait pas de celle des autres Argentins dans la mesure où ils commerçaient encore hors de la *villa*. Etant donnés les réseaux d’échange auxquels ils recouraient et dont ils tiraient des ressources, les *villeros* n’avaient aucune raison de croire qu’ils constituaient un groupe social à part et marginal dans la société. Et s’ils rechignaient à revendiquer une identité particulière, malgré l’insistance ou la pression des « mouvements *villeros* » (surtout péronistes), c’était avant tout parce qu’à ce moment-là, la représentation qu’ils se faisaient d’eux-mêmes dans la société était cohérente et rationnelle et qu’elle leur donnait les moyens de se positionner utilement et avantageusement.

- 11 Autant dire que la nature de la *villa* dépend de la nature des rapports que les *villeros* entretiennent avec leur environnement social interne et externe. Tant que ces deux aspects coïncident et s’articulent sans conflits ni contradictions, les *villeros* n’ont pas de raison de penser qu’ils participent d’un système social différent ; ils n’ont donc pas de raison de revendiquer une identité propre, en dépit de leur mode d’existence et de leur habitat. Plus qu’autre chose c’est donc le contexte historique qui, par les formes d’articulation qu’il détermine entre l’intérieur et l’extérieur de la *villa*, décide de la nature des échanges entre les deux entités. La dictature militaire et sa répression constante dans les *villas*, a changé non seulement la situation des *villeros*, mais celle des habitants des *barrios* (quartiers légaux) proches et éloignés. Ce ne sont donc pas tant les *villeros* qui ont changé, contrairement à ce que le discours populaire laisse entendre, sinon la nature des rapports sociaux et les formes d’échange entre la *villa*, ou plus précisément ses habitants, et la ville. En changeant brutalement la nature du système économique et la nature du rapport entre l’Etat et la société, la dictature a bouleversé l’ordre des rapports sociaux qui, s’il perdure dans le discours, a cependant cessé d’exister en pratique depuis 1976 jusqu’à aujourd’hui. C’est ce que nous allons voir maintenant.

Une mutation en quatre temps

- 12 Du point de vue des *villeros*, la *villa* est en crise depuis le retour de la démocratie ; ils expriment souvent ouvertement leurs regrets du régime militaire. En dépit des exactions, des brutalités, des descentes de policiers ou de militaires et des diverses formes de répression dont Villa Juanito était régulièrement l’objet, ils pensent que les militaires mettaient de l’ordre là où il fallait. Ils font allusion aux violences quotidiennes d’aujourd’hui, dues principalement aux trafics de drogues, qui donnent aux *villas* vues de l’extérieur, l’aspect de zones sans foi ni loi, dangereuses et menaçant toute la société. Aussi, paradoxalement, se remémorent-ils la dictature comme une période faste, d’accès et d’intégration au marché de l’emploi. Pour les *villeros* la véritable première crise est celle de l’hyperinflation, non seulement en raison de la dissolution de la valeur de l’argent et en fin de compte de la souveraineté monétaire, mais surtout parce que pour la première fois ils ont connu la faim. Ils ont perdu leur « dignité », obligés qu’ils étaient de faire n’importe quoi pour survivre. Depuis ce jour ils sentent qu’ils sont à la merci de

l'hyperinflation, qui, comme une tornade imprévisible, peut revenir n'importe quand. L'hyperinflation signifie une dégradation honteuse de leurs conditions de vie : « on a dû ramasser des cartons et faire les poubelles pour survivre » avoue l'un d'eux ; travail dégradant surtout pour ceux d'entre eux qui, bien que *villeros* sont ouvriers qualifiés ou techniciens supérieurs, et qui dans une autre conjoncture pourraient revendiquer des emplois relativement qualifiés et bien rémunérés.

- 13 En réalité la crise actuelle est le résultat d'un long processus de mutation de la société qui va transformer les conditions d'existence des *villeros* et leurs rapports à la ville extérieure. Cette mutation de plus de vingt ans, de 1976 à nos jours, peut être divisée en quatre périodes, dont la première est celle de la dictature militaire. Entre décembre 1976 et 1983 on assiste à un changement radical du modèle économique : le mode d'accumulation protectionniste de biens de consommation dit de « substitution des importations » est remplacé par celui de l'ouverture des marchés, suivant en cela les autres pays du cône sud. En tous les cas, ce régime encore moins que le précédent instauré par Perón dans les années cinquante, et qui vaille que vaille s'était maintenu jusqu'à cette époque, n'a pour objectif de développer les investissements de base et les industries lourdes. Car dans l'hémisphère nord le capitalisme est en train de changer de nature, diversifiant et redistribuant la production mondialement, mais pas la consommation et les profits. Bien qu'il n'ait pas été reconnu tout de suite, l'un des projets primordiaux du nouveau régime dictatorial fut ainsi, contrairement aux dictatures précédentes, de modifier le système de marché, et de bouleverser par ce moyen le système social national. A peine arrivé au pouvoir « le processus militaire » (*proceso militar*) de la dictature reçut l'appui immédiat de quelques grands groupes économiques nationaux surtout parce qu'il était soutenu par les Etats-Unis, en proie une fois de plus à l'obsession rouge après la fin de la guerre du Vietnam, et plus que jamais décidés à faire de l'Amérique latine leur chasse gardée. Dans un tel contexte les orientations nationalistes libérales, progressistes et démocratiques argentines, de droite comme de gauche, représentaient un danger qu'il fallait éliminer radicalement, physiquement. Ce fut la tâche des militaires et de la marine argentins, qui allaient faciliter et au besoin imposer énergiquement le changement. Ce n'est que lorsque les militaires voulurent fonder un véritable parti et prendre une certaine autonomie vis-à-vis de ce projet et de leurs commanditaires que le secteur capitaliste concentré les abandonnera pour appuyer le retour à la démocratie, favorisé par l'échec cuisant de la guerre des Malouines.
- 14 Ainsi sous la dictature les responsables économiques – dont beaucoup ont travaillé ou fait une partie de leurs études au nord – se jettent dans une politique de mondialisation. Suivant la tendance qui veut remplacer la rentabilité productive par la rente financière, ils défont progressivement le système industriel. Plusieurs projets de privatisation d'entreprises nationales voient le jour bien avant l'ère du gouvernement Menem (Oszlak, 1998). Le jeune Domingo Cavallo, futur père de la parité peso/dollar fait ses premières armes dans l'équipe du ministre Martinez de Hoz, PDG du groupe Acindar (acières). Le marché se tourne de plus en plus vers le système financier, étouffant le secteur industriel marginalisé, notamment par une politique de crédits défavorable. Commence alors l'époque où il devient plus rentable de fermer son usine, de placer son capital dans le circuit financier et de vivre de la rente financière, que de produire et vendre des biens industriels. Mais l'application du nouveau modèle économique n'a pas seulement pour conséquence la financiarisation du marché, il implique corollairement le surendettement du secteur privé. Dettes intérieures et extérieures sont réglées par l'Etat en 1982.

Domingo Cavallo prend part à la restructuration du secteur privé en tant que président de la banque centrale. Au même moment la dictature se lance dans une politique de grands travaux publics. Au surendettement du secteur privé repris par l'Etat s'ajoute donc celui du secteur public, aggravé encore par celui de la guerre des Malouines. Décidé en toute connaissance de causes, cet endettement est celui dont l'Argentine souffre aujourd'hui.

- 15 Mais pendant ce temps, les *villeros* peuvent croire que leur intégration laborale va perdurer – même si elle commence sérieusement à se dégrader. Si les syndicats les plus opposés à la dictature sont persécutés et dissous, les autres passent des accords avec le régime, qui cherche à développer sa base ouvrière et à renforcer son appui populaire. C'est notamment le cas du syndicat de la construction dont beaucoup d'hommes de Villa Juanito dépendent. Soutenu par les dépenses d'infrastructures et de constructions publiques et privées, le bâtiment n'entrera en crise qu'avec les premières secousses inflationnaires des années quatre-vingt. En libéralisant le secteur du logement, les militaires favorisent le marché immobilier, tout en supprimant toutefois les dispositions légales garantissant l'accès au logement des plus pauvres. Mais à ce moment-là, les habitants de Villa Juanito ne peuvent imaginer les conséquences du changement de nature du modèle de société qui est en train de se mettre en place : ils ont du travail et mangent à leur faim. Le dimanche c'est la fête : dans tous les *pasillos* : « on faisait l'*asado* » (viande grillée en abondance) et malgré les *razzias* musclées des militaires, « on était bien et heureux ».

Deuxième période : le retour de la démocratie

- 16 Si la chute de la dictature en décembre 1983 inaugure le retour de la démocratie, il ne change pas le nouveau modèle ; malgré quelques timides tentatives du gouvernement Alfonsín pour en modifier les aspects les plus libéraux. Ces efforts restent sans succès. Ils deviendront même les déclencheurs d'un processus de crise inflationnaire sans précédent dans l'histoire politique et économique de l'Argentine. Favorisé par la politique bancaire des pays de l'hémisphère nord, l'endettement public s'aggrave. L'inflation devient préoccupante dès 1984 : en 1983 l'inflation annuelle est de 344% ; elle passe à 627% l'année suivante. Trois facteurs convergents finissent par verrouiller complètement la situation : premièrement le degré de liberté très limité de la politique monétaire ; deuxièmement le veto du secteur industriel et financier privé quant à l'application des lois fiscales les concernant ; et troisièmement le refus concomitant de réaliser des investissements productifs, voire d'investir dans le pays. Ces derniers choix achèvent de bloquer la situation monétaire et empêchent tout développement d'une politique de stabilisation de l'inflation ; le déficit fiscal devient gigantesque ; problème endémique de l'Argentine, encore à l'heure actuelle.
- 17 Ces années de démocratie fragile restent donc aussi décisives pour les habitants des *villas* que pour les membres des classes moyennes, mais de manière en quelque sorte opposée. Si elles autorisent ces dernières à reprendre confiance (dans le système économique), elles scellent le sort des *villeros*. Leur situation change radicalement : avec l'inflation leurs espoirs de changer leur existence s'éloignent irrévocablement ; en particulier celui de quitter la *villa* et de rallier les quartiers et le mode de vie des classes pauvres ou moyennes. Leurs économies fondent comme neige au soleil ; leurs projets se défont irrémédiablement. En dépit du terrorisme d'Etat, ils vont considérer la période de la dictature et surtout celle qui la précède comme un temps quasi-mythique : monde

ordonné et relativement pacifique, en tout cas compréhensible et prévisible ; misérable éden aux fondements de la réalité présente.

- 18 Avec le plan austral (1985) le président Alfonsín s'efforce pourtant de stabiliser la crise. En changeant de monnaie, passant du peso à l'austral, le gouvernement tente de briser l'inflation ; en vain. Les mesures qu'il prend par ailleurs ne font que poursuivre la politique de la dictature : les privatisations continuent et, la résistance syndicale et populaire se mobilisant, il ne parvient pas à changer et à réduire l'indexation des prix et des contrats (privés) au dollar. La pression effectuée par les prix dits flexibles et la résistance du secteur capitaliste font échouer le plan qui débouche en 1989 sur une hyperinflation de 3 000% annuel, et de 2 300% en 1990. En fait bien avant l'époque de la parité monétaire dollar/peso, le dollar était déjà la monnaie de référence pour fixer la valeur des contrats privés. Dans le secteur immobilier par exemple, la plupart des biens se payaient en dollars – ou leur prix était indexé sur le dollar. La classe moyenne épargnait en dollars déjà dans les années soixante-dix. Le manque de confiance dans le signe monétaire argentin n'est donc pas nouveau ; dans un tel contexte d'instabilité économique et politique le plan austral, même accompagné d'un changement de signe monétaire, avait peu de chance de réussir.
- 19 Cette période est restée gravée dans la mémoire des *villeros* : années noires où commencèrent leurs problèmes de chômage, de pénurie de monnaie et de disette. Bien des habitants de la *villa* avouent alors ne plus jamais vouloir voter pour les représentants du parti radical, dont Alfonsín était le dirigeant, car « il a affamé les *villeros* » et provoqué le chaos dans leur vie quotidienne. Pour eux l'arrivée de l'austral ne changea rien à leur vie quotidienne qui devenait de plus en plus problématique. Le rapport des *villeros* à la monnaie reste néanmoins le même, dans la mesure où la correspondance entre ses aspects pratiques et symboliques n'ont pas véritablement changé.

Les *villeros* et la monnaie

- 20 Autrement dit, et pour peu que l'on se détache de son aspect purement empirique, la monnaie apparaît non pas comme une chose : de l'argent, une quantité de pièces frappées ou de billets marqués, mais comme une entité faisant système. En effet, il ne saurait y avoir de monnaies concrètes (pièces, billets, lettres de change, etc.) sans de très multiples transactions, aux formes précisément déterminées, pouvant être assimilées les unes aux autres, répétées et se renvoyant les unes aux autres. Si bien que l'aspect empirique et la réalité matérielle des unités de compte de toute monnaie importent moins que ses fonctions (Polanyi, 1968 : 176, Aglietta & Orléan, 2002 : 97-122). La monnaie ne peut être que conventionnelle et ses signes, relativement arbitraires (métal, billets, chèques, etc.). Qu'on l'appelle marché, équilibre général, voire « voile » (A. Smith) sa « valeur » qualitative aussi bien que quantitative lui vient toute entière du système où elle opère. Bref, la monnaie doit être envisagée en situation, dans le contexte interne et externe du groupe dont elle est à la fois l'émanation et le fondement (Polanyi, *idem* : 175). Mais que la monnaie doive être envisagée comme un système en situation implique que l'on prenne en compte la manière dont ses usagers considèrent leur présent et surtout leur avenir.
- 21 C'est ainsi que certains économistes introduisent la notion de confiance. Considérant les formes de confiance, les auteurs de *La monnaie souveraine* (1998) distinguent trois confiances à la base de tout système monétaire (Aglietta & Orléan, 1998 : 24-29). La confiance méthodique est liée à la stabilité des formes de transaction concrètes,

c'est-à-dire aux situations et aux conditions matérielles implicites et explicites des échanges marchands, des transactions commerciales, des contrats. La confiance hiérarchique est induite par la stabilité politique nécessaire, et les mécanismes de gouvernement et d'autorité. Enfin la confiance éthique ou symbolique porte sur la nature même du pouvoir et donc sur les formes d'organisation et de structure sociale.

- 22 Dans le cas qui nous occupe, l'on pourrait aborder et examiner chaque forme séparément. Toutefois cela serait faire fi des caractéristiques de la *villa* exposées précédemment, c'est-à-dire tout à la fois autonomie relative de la *villa* en même temps que dépendance des *villeros* à la conjoncture économique extérieure. Dans ces conditions les formes de confiance monétaire doivent être envisagées comme un tout synthétique. Si apparemment la confiance méthodique change peu, en réalité elle doit faire face au développement considérable des prêts et de l'endettement à l'intérieur de la *villa* ; lesquels sont à la mesure des moyens des *villeros*. En même temps ces derniers conservent leur confiance hiérarchique dans les autorités : contrairement aux classes moyennes (aisées), ils y sont d'autant plus contraints qu'ils sont démunis et qu'ils mettent leurs espérances dans les aides de l'Etat. En conséquence si la confiance éthique subsiste, si l'on peut dire telle quelle, elle devient également plus abstraite, dans la mesure où les *villeros* participent de moins en moins aux enjeux du pouvoir et à l'organisation de l'Etat (élections, etc.). En effet, le péronisme avait créé une forme d'Etat-providence qui avait permis de changer la nature du rapport des pauvres à l'Etat. Dans *La monnaie souveraine* Bruno Théret indique que, de type plus ou moins féodal, au sens où le souverain accordait ses largesses de manière individuelle et arbitraire aux plus pauvres, le rapport de solidarité sociale s'inverse et devient plus organique en s'institutionnalisant (Théret, 1998 : 260-264). L'Etat devient l'obligé des citoyens ; il a pour obligation de garantir, ne serait-ce que de manière minimum, leurs conditions de subsistance et d'existence.
- 23 Quand bien même le nouvel Etat-providence péroniste conservait certaines formes de rapports clientélistes (au sens du rapport patron-client), leur institutionnalisation au travers d'une fondation comme celle d'Eva Perón, et le discours explicite de Perón quant à l'obligation de l'Etat d'assurer la redistribution de biens garantissant la reproduction du capital de vie, permettait de consolider un lien plus ou moins organique entre les plus pauvres et l'Etat. Avec la dégradation, voire la destruction progressive de cette forme de rapport institutionnalisé, on observe un nouveau retournement où, au moyen de plans gérés non plus au travers d'une structure institutionnelle de type organique mais totalement inféodée aux structures partisans, le rapport à l'Etat reprend un caractère individuel et arbitraire (cf. Simmel, 1987). Victimes de toutes sortes d'exil et d'exodes, les *villeros*, quand bien même ils sont originaires et appartiennent à des cultures différentes (provinces, Paraguay ; ce qui est souvent le cas), politiquement et économiquement en tant qu'habitants des bidonvilles ils ne sont plus que des individus : simple sujets du système social capitaliste. De plus en plus démunis, les *villeros* réclament alors des biens dont ils estiment avoir droit, un droit dans le sens où l'avait exprimé Perón ; en même temps l'Etat actuel, peu soucieux de lier avec eux des liens organiques, apparaît comme plus hautain, éloigné et abstrait : le souverain utilise son libre arbitre, montrant sa toute puissance dans sa libéralité. A telle enseigne que dans ce contexte de dépendance liée à leur survie, les *villeros* ne mettent pas en question le système capitaliste, quand bien même plus celui-ci se financiarise, moins les *villeros* ont de chance d'y participer et d'y entrer.

24 Ces faits ont évidemment des conséquences sur la solidarité. Tout ce qui précède tend à montrer que la solidarité sociale qui constitue la *villa* n'est pas positive : elle n'est pas véritablement désirée, délibérée ni élaborée par les *villeros*. Avec le développement de la finance, la *villa* est devenue une forme de survie urbaine sans issue, ce qu'elle n'était pas précédemment. Elle n'est pas institutionnalisée, mais au contraire le produit du développement des institutions économiques et financières et politiques extérieures à la *villa*. Dans ce contexte de dépendance chronique, les *villeros* ont peu de chance de se penser comme sujets autonomes et libres. La financiarisation de l'économie a donc eu pour conséquence l'instauration d'une solidarité négative collective (non institutionnelle), fondée sur des conditions communes de détresse. Cette forme de solidarité, difficilement institutionnalisable dans un contexte de dégradation à la fois des conditions de vie concrètes, mais aussi d'une perception cohérente du monde – d'où vient l'hyperinflation ? –, annihile toute conception du monde raisonnable et autonome. Ce type de misère chronique empêche des rapports de solidarité positive de se développer, c'est-à-dire des rapports sur lesquels fonder le respect de certaines valeurs et d'autrui – comme la condamnation des vols entre voisins. Violences et exactions physiques peuvent à tout moment se retourner contre les habitants de la *villa* eux-mêmes. C'est en ce sens seulement que l'on peut dire que la solidarité des *villeros* est de nature différente de celle existant à l'extérieur.

La monnaie comme médiation symbolique

25 Tels qu'ils vivent actuellement, les *villeros* sont ainsi la conséquence « du vaste mouvement historique qui voit l'ordre économique, jadis province particulière de l'activité sociale, étroitement imbriquée dans le tissu social, acquérir son indépendance, se séparer de la société et constituer à lui seul un système distinct auquel le reste du social doit être soumis » ; en conséquence de quoi la monnaie devient « autoréférentielle » (Orléan *in* Aglietta & Orléan, 1998 : 375 ss). Or cette propriété d'autoréférence est la propriété fondamentale de tout système : de sa nature dépend la nature de l'interdépendance et de l'interaction de ses parties et par là de la totalité qu'elle constitue ; bref, de sa fermeture sur elle-même. Ainsi la monnaie peut-elle être considérée comme l'opérateur autoréférentiel de base du système capitaliste. Ce qui fait inmanquablement penser à la sociologie et à l'anthropologie religieuse : que l'on considère le symbolisme religieux comme un effet ou une cause de la société (Durkheim, fonctionnalisme) ou au contraire, que la société soit d'origine symbolique (Lévi-Strauss, cognitivisme), dans tous les cas le symbolisme apparaît comme la manifestation de la cohérence du système social, comme l'assurance et le gage de son unicité à ses participants (sa fermeture), permettant en contrepartie à ceux-ci, de s'y reconnaître et de se reconnaître entre eux comme partenaires. La monnaie apparaît ainsi comme la médiation qui les réunit. D'où la notion de « souveraineté de la monnaie » (Aglietta & Orléan, 1998) et la comparaison entre croyances religieuses traditionnelles et confiance. Dans le cas de Villa Juanito la monnaie ne se réduit pas à l'aspect interactif et individuel d'unité de compte des transactions marchandes, dans la perspective empiriste habituelle de la classe moyenne du système capitaliste, où chaque transaction est abstraitement considérée en soi, séparée des autres et comme s'initiant et s'épuisant en elle-même (cf. Samuelson, 1973). En effet, dans la situation d'extrême pauvreté de Villa Juanito, il est bien rare que l'on règle le prix complet d'un bien, même ou peut-être surtout lorsqu'on l'achète à l'*almacenero* (commerçant local, à l'intérieur de la *villa*) : l'on en paie une partie

et l'on s'endette pour le reste. Cette dette fait évidemment suite à des dettes précédentes, en sorte que l'on ne rembourse qu'exceptionnellement l'intégralité de son endettement : le paiement d'une chose peut donc aussi bien être considéré comme le remboursement d'une partie des dettes antérieures. Cette flexibilité est en fait rendue indispensable par le manque chronique d'argent dans la *villa* et la pauvreté des *villeros*, lesquels n'ont souvent pas ou pas suffisamment d'argent pour acheter le nécessaire. Du même coup, l'on a l'obligation d'entretenir sa dette, de la renouveler en en payant une partie, ne serait-ce que pour pérenniser le lien avec *l'almacenero* en prévision de l'avenir, et donc en continuant à acheter à crédit. Ainsi, pour pouvoir s'endetter il faut néanmoins fournir une certaine somme d'argent qui, sauf exception, ne peut venir que de l'extérieur de la *villa*. Tout revenu monétaire est ainsi considéré par les *villeros* comme la possibilité (proportionnelle) de contracter de nouvelles dettes.

- 26 De plus le chômage croissant, la précarisation des salaires et de l'emploi – de plus en plus liés au secteur informel – et l'inflation contribuent toujours plus à limiter l'accès à la monnaie, ce qui exclut les *villeros* du marché régulier et du reste de la cité. Trouver un travail ou le garder est une préoccupation, voire une obsession constante. A part des activités rares et bien précises, comme par exemple le démontage de voitures volées pour en revendre les pièces, la *villa* ne crée pas d'emplois, pas de marché du travail autonome. Elle ne se suffit pas à elle-même, et dès lors ne saurait former et développer des institutions qui lui soient propres. Même si au besoin elle développe un certain nombre de formes d'échange, celles-ci ne peuvent exister qu'au travers de la médiation monétaire (externe) dont les *villeros* ne contrôlent pas l'émission. Ils sont donc totalement dépendants d'un système dont le sens leur échappe. Les formes de survie qu'ils adoptent, surtout au moment le plus fort des crises, que ce soit l'hyperinflation de 1989 ou la crise actuelle, accroît l'angoisse et le sentiment de ne plus avoir aucune référence pour maintenir un lien quelconque avec le système qui les anéantit, tout au moins symboliquement.

L'hyperinflation et la fonction symbolique de la monnaie

- 27 Ainsi, paradoxalement, du point de vue symbolique, le signe monétaire en soi importe moins que sa fonction d'intégrateur au système d'échange du marché et, par extension, à la société dans son ensemble. Ainsi la tentative du président Alfonsín de changer le signe monétaire n'a eu pour ainsi dire aucune conséquence sur la confiance monétaire méthodique des *villeros*. Peso ou austral, à ce moment-là pour les *villeros* la désignation n'a aucune importance. En revanche la raréfaction croissante de la monnaie matérielle va changer le rapport des *villeros* à la société, et surtout des *villeros* entre eux et à eux-mêmes ; ainsi que la représentation qu'ils auront du rapport interne/externe à la *villa*. Du point de vue externe ils sont de plus en plus précarisés et marginalisés. Du point de vue interne ils doivent prendre conscience de leur situation de *villero* ; ils doivent assumer une identité stigmatisante qu'ils refusent du point de vue externe, mais qui du point de vue interne se traduit en pratique par des formes d'échange solidaire de plus en plus nécessaires à leur survie, mais non assumées positivement, ni institutionnalisées. Dès 1984-85 les échanges internes à la *villa* commencent à s'articuler autour de plans sociaux redistribués par l'Etat (de manière clientéliste) et des revenus qu'ils peuvent se procurer par de petits boulots.

- 28 La représentation que les *villeros* ont de la monnaie à ce moment-là commence à différer de plus en plus de celle des classes moyennes qui, si pauvres soient-elles, disposent malgré tout d'autres moyens et ont un autre rapport au signe monétaire : leur représentation symbolique et leur confiance est de plus en plus liée au dollar plutôt qu'à la monnaie nationale. En effet, les *villeros* n'ont aucune idée de ce qu'est un billet vert, ils n'en ont probablement jamais vu. Leur vision du monde reste liée à la nation et à la monnaie argentine à laquelle ils accordent toute leur confiance. Tout au plus commencent-ils à douter de la capacité du président Alfonsín à régler leurs problèmes liés à la crise économique. Ils attribuent cette indifférence au fait que le parti radical, le parti présidentiel, ne s'est jamais intéressé aux pauvres. C'est donc une crise de confiance hiérarchique, liée à l'incapacité des autorités à maintenir en termes cohérents – par rapport à leur propre représentation du marché – la confiance méthodique de la monnaie, qui conduira les *villeros* à voter massivement pour le retour du péronisme au pouvoir, après la démission du président Alfonsín. Cette première période démocratique, période sombre pour les *villeros*, se termine par l'hyperinflation entre la seconde moitié de l'année 1989 et les premiers mois de 1990. Elle va bouleverser la représentation de la monnaie des *villeros*. Au contraire, les membres de la classe moyenne appuieront d'autant plus la parité peso/dollar instaurée en 1991 qu'ils avaient depuis bien longtemps donné leur confiance au dollar.
- 29 L'hyperinflation fut vécue par les *villeros* comme un chaos : leur représentation habituelle de la monnaie avait perdu tout sens. Soit ils n'avaient plus du tout d'argent et ne pouvaient presque plus effectuer d'échanges dans la *villa*, ils ne pouvaient plus en sortir, soit le peu qu'ils pouvaient gagner fondait en un rien de temps, sans pour autant qu'ils puissent acheter grand-chose. Cette période est donc elle aussi associée à la faim et à l'extrême dépendance d'individus peu habitués à mendier ou à demander l'assistance des institutions publiques ou religieuses. En effet, selon les *villeros*, seuls les paresseux, les profiteurs ou les vieux demandaient habituellement assistance. Les assistés ne pouvaient donc être que des cas sociaux. Les autres avaient leur travail, et si celui-ci était légal ils disposaient même d'une couverture sociale.
- 30 L'hyperinflation va les contraindre à changer de comportement face aux institutions d'assistance publique et à aller pour la première fois demander du secours. Bien des familles racontent la honte qu'elles ont éprouvée à ne pas pouvoir assurer leurs besoins les plus élémentaires sans aller quémander. D'autres évoquent leur peine et leur tristesse lors du réveillon 1989, où ils n'avaient pu acheter qu'un petit kilo de viande pour sept personnes et un peu de pommes de terre. Les mots de « exceptionnel », « honte », « angoisse », « peur » reviennent souvent dans leurs récits, qui témoignent du brouillage des repères (symboliques) concernant les liens et les rapports entre la *villa* et le reste de la société. Sans argent pour « continuer à vivre », les *villeros* avaient en partie la sensation de ne plus exister ou en tout cas leur vie avait perdu sens. Des rumeurs de vol par des groupes inconnus à la *villa* ont suivi les émeutes de la faim et les pillages des supermarchés des environs de Villa Juanito. Les *villeros* eux-mêmes reconnurent que ces rumeurs étaient infondées ; l'incertitude et l'impuissance contribuaient à créer cette situation incohérente, « parce qu'on ne savait jamais ce qui allait se passer ». Tout se stabilise avec la mise en place du système de parité peso/dollar en avril 1991. Un nouvel homme était au pouvoir, qui occupera la présidence jusqu'à la fin 1999.

Troisième période : les années Menem

- 31 Du point de vue politique l'arrivée au pouvoir de Menem, un président péroniste, signifia deux choses pour les *villeros*. Tout d'abord ce dernier tenait un discours auquel ils pouvaient à nouveau s'identifier. Il parlait d'eux, il parlait de travail, de modernité et de la nation, cette nation dont ils se sentaient faire partie. Il s'agissait donc de raviver une vision du monde qui faisait à nouveau sens pour eux : un certain nombre de signes, au moins discursifs ou « idéologiques », les autorisaient à se reconnaître dans la représentation de la société qu'on leur présentait. Cette troisième période, marquée par dix années de stabilité monétaire, eut donc pour effet de changer la nature même des échanges monétaires, et en conséquence la représentation symbolique de la monnaie.
- 32 Pour les classes moyennes la parité peso/dollar, bien qu'elle fut payée très chère, leur donnait enfin la sécurité d'une monnaie stable avec laquelle on pouvait épargner et s'endetter. Néanmoins le coût à payer, qui mit beaucoup de gens dans une situation très délicate, fut la précarisation de l'emploi, l'accroissement du chômage et la perte des droits sociaux publics, la sécurité et la couverture des risques relevant désormais du secteur privé pour la majeure partie des travailleurs. La confiance que les gens mettaient dans le peso reposait sur le fait qu'on pouvait aller à un distributeur automatique et que l'on pouvait y retirer indifféremment des pesos ou des dollars. Cette confiance méthodique dans l'interchangeabilité des monnaies conduisit un grand nombre d'individus à s'endetter en dollars, ce qui leur semblait aussi logique que d'avoir un compte épargne en dollars. Désormais les classes moyennes faisaient à nouveau confiance dans le système de parité monétaire, non seulement à cause du *currency board* (accords et mécanismes réglant la parité) mais aussi parce que l'unité de compte en dernière instance était le dollar, monnaie mondialement stable et forte. Personne n'imaginait que le peso pouvait être dévalué. L'on se persuadait que l'on faisait partie du « premier monde » (*primer mundo*), expression chère au président Menem. Cela signifiait entre autre liquider les derniers vestiges de l'ancien marché lié à « la substitution des importations » et au secteur industriel. Pourtant les classes moyennes s'appauvrirent, mais les responsables des institutions financières argentines et internationales faisaient mine de l'ignorer.
- 33 Dans un premier temps le retour à la stabilité monétaire donna aux *villeros* l'impression de recommencer à vivre. Même si très peu d'habitants des *villas* ont possédé ou possèdent des dollars, ils y attachent beaucoup d'importance. S'ils ne font pas le lien entre système de marché et monnaie, ils furent néanmoins sensibles au discours de Menem. Dans les réunions de base du parti justicialiste (péroniste) on leur expliquait les bienfaits de la parité monétaire ; même s'ils ne comprenaient pas tout, le principal était que pour eux ça marchait : la stabilité monétaire apportait du travail. A ce moment-là les *villeros* travaillaient surtout dans les services et dans le commerce informel, entretenus par l'activité de la classe moyenne. Le secteur d'embauche (formel ou informel) était le secteur de la construction, même s'il restait fort précarisé, plus ou moins régulier et mal payé. Jusqu'en 1995 les secteurs les plus pauvres bénéficièrent de cette nouvelle stabilité ; même si les *villeros* étaient obligés de recourir de plus en plus aux formes d'endettement et d'échange internes à la *villa* pour survivre entre deux emplois. La stabilité monétaire leur permettait néanmoins dans un premier temps d'améliorer leurs conditions de vie grâce au microcrédit (extérieur à la *villa*).

- 34 C'est à cette période que le gouvernement réalise d'importantes infrastructures. Dans l'espace domestique également on note une nouvelle manière de consommer : on fait des travaux, on installe l'eau courante dans la maison, on pose du carrelage, on rajoute des pièces à la maison, on achète des meubles et de l'électroménager en grande quantité ; bien des maisonnettes abritent un téléviseur par pièce, deux ou trois chaînes hi-fi... Cependant, en investissant dans la *villa*, les *villeros* reconnaissent implicitement qu'ils n'ont plus vraiment d'autre choix. Si l'on continue à espérer et à parler d'un autre avenir en dehors de la *villa*, c'est sans illusions. Malgré une certaine conformité au nouveau système, auquel on reconnaît le mérite d'avoir stabilisé l'inflation, ce qui permet de savoir « ce qu'on peut faire avec un peso, même si on n'en a pas beaucoup », les *villeros* comprennent qu'ils ne participent que de manière marginale au marché. Par exemple ils ne vont plus au supermarché, où on ne leur fait pas crédit. L'instabilité des revenus les force à recourir aux crédits des *almaceneros*.
- 35 Des programmes sociaux dans la *villa* facilitent, dans un premier temps, l'acceptation d'un système de marché marginalisant. Le parti justicialiste est très actif et distribue, certes de manière clientéliste, des biens sociaux : caisses de nourriture, pensions pour personnes âgées, jusqu'à des programmes de coopératives de crédits pour la construction de logements sociaux – dans la *villa*. On valorise aussi le travail des femmes par les *manzaneras*, lequel est non seulement un programme de redistribution alimentaire pour les enfants (de la naissance à 3 ans) géré par les femmes de la *villa*, mais aussi un formidable instrument de formation politique – des femmes. Malgré tous ces programmes d'aide sociale plus que de redistribution (au sens d'un Etat-providence), les *villeros* sont de plus en plus pauvres. Ce n'est plus la fête le dimanche ; on ne fait presque plus d'*asados* ; les gens ont de moins en moins d'argent, et donc de moins en moins les moyens de payer leurs dettes. On fait moins confiance aux *vecinos* (voisins) et on prête peu d'argent. La violence dans les *pasillos* (ruelles) oblige à se replier chez soi, sur soi.
- 36 Les causes de la violence sont multiples : marginalisation et chômage, surtout des jeunes ; et surtout apparition de la drogue qui introduit un nouveau rapport au marché. Elle fournit de l'argent régulièrement pour ceux qui se débrouillent bien : les revendeurs sont les rares *villeros*, avec les délinquants professionnels, à commercer et à posséder des dollars. La police et les autres institutions complices de ce trafic exigent aussi une commission en dollars, et sont donc aussi facteurs de violence dans la *villa*. Les autres *villeros* règlent leurs dettes à l'intérieur ou à l'extérieur de la *villa* en pesos. Leur représentation du dollar ne repose pas sur une pratique concrète mais sur la télévision ; elle diffère de celle des autres classes – même s'ils s'accordent généralement à croire que « sans le dollar le peso pourrait à nouveau s'envoler » et répéter leurs cauchemars de 1989. Cette divergence devient manifeste à partir du moment où le système de marché national entre dans la crise dont il n'est pas sorti à l'heure actuelle. En effet, avec la nouvelle crise de l'emploi, le second semestre de 1998 peut être considéré comme le début de la fin du modèle de la parité peso/dollar. A la *villa*, la majorité des hommes mais également beaucoup de femmes perdent leur emploi ; les vendeurs ambulants ne vendent presque plus rien. Les *villeros* accusent les hommes politiques corrompus d'être responsables de la crise ; mais tout comme la classe moyenne, ils ne veulent pas entendre parler de dévaluation. Le premier thème de la campagne présidentielle de 1999 porte sur la garantie de la continuité de la parité peso/dollar ; attachement qui ne s'explique que par la valeur de change de la monnaie.

- 37 Or bien plus que la valeur de change en elle-même, les économistes s'accordent à dire que ce qui importe est surtout la confiance dans l'ordre social. La contradiction la plus forte entre cette représentation de stabilité monétaire garantie par une devise étrangère et l'ordre social sur lequel elle devrait être fondée prend toute son évidence lorsqu'on observe la dichotomie entre la situation économique d'exclusion que vit la classe moyenne, et la volonté de maintenir la parité – en dépit de ses effets pervers. En fait la situation des classes moyennes se dégrade rapidement, au point qu'elles inventent des systèmes d'échanges locaux alternatifs. Mais quoique subsistant sur des revenus de plus en plus maigres, elles continuent à défendre la parité peso/dollar.
- 38 Le premier choc qui inaugure la dernière période est celui de l'émission par la province de Buenos Aires en mai 2001, d'une monnaie provinciale, le *patacón*, qui sert désormais à payer le personnel des services publics. Furieux, ces derniers ont été bien obligés d'accepter cette forme de paiement de l'Etat. Toutefois le *patacón* n'est pas considéré comme une vraie monnaie (*verdadero dinero*) et on prend bien soin de les définir comme des bons de l'Etat provincial, et non pas comme une monnaie régulière – même si l'on peut effectuer en principe les mêmes transactions qu'avec le peso. Du point de vue symbolique, en payant en bons et non pas en monnaie, l'Etat ne joue plus son rôle d'intégrateur et de garant de la continuité de la société et des formes d'échanges ; en sorte que les citoyens, obligés d'accepter leur salaire ou de commercer en *patacón*, considèrent que l'Etat les vole et qu'il ne garantit plus leurs conditions de vie au sein de la société : il ne garantit ni ne permet plus la liberté de commerce – ni d'acheter des dollars. Leur mode d'existence et la nature de leur rapport à la société et au marché est mis en question. On en veut au FMI parce que les hommes politiques locaux ne semblent pas pouvoir faire quoi que ce soit sans son accord. L'Etat a perdu sa souveraineté ; ni lui, ni les institutions financières internationales dont il dépend ne peuvent garantir le lien social en Argentine. C'est pourquoi elles sont considérées comme facteurs de désordre. D'où la haine des hommes politiques quelle que soit leur idéologie.
- 39 Le 4 décembre 2001, Domingo Cavallo, ministre de l'Economie et des Finances, décide de fermer le circuit financier (*corralito*) en réduisant la circulation monétaire : ceux qui possédaient un compte bancaire sont obligés de « bancariser » leurs opérations financières. D'un point de vue européen, cela ne représente peut-être pas une catastrophe : il faut désormais recourir le plus souvent aux chéquiers et aux cartes de crédit ou de débit pour effectuer les paiements au quotidien. Or seuls 40% des Argentins possèdent un compte bancaire ; les 60% restant ne possèdent aucun moyen de paiement financier ni de compte en banque ; ils travaillent pour la plupart dans le secteur informel où le mode de paiement se fait exclusivement en liquide³. D'autant que cette décision fut de plus associée à la confiscation des dépôts en pesos. Ces mesures produisirent un choc psychologique. A Villa Juanito en quinze jours plus de quatre cents personnes perdirent leur emploi : femmes de ménage, vendeuses de petits commerces, employées au noir, etc., toutes ces personnes payées en liquide se retrouvèrent à la rue du jour au lendemain, leurs employeurs de la classe moyenne ayant cessé de les payer. Cavallo avait pourtant prévu ces conséquences, mais il comptait sur cette décision pour obliger un grand nombre d'employeurs à régulariser la situation de leurs employés. Déjà fort affectés par une quatrième année de récession et face à l'incertitude et au spectre d'une future dévaluation, les employeurs préférèrent se passer de leurs services.
- 40 Les *cirujas* (chiffonniers) connurent un sort identique, puisqu'ils ou elles dépendaient du paiement en liquide de leur récolte quotidienne par les dépôts et les usines de

retraitement. En deux jours, ceux-ci ne disposèrent plus de liquidités pour payer les marchandises, et les *cirujas* durent accepter une baisse considérable de leurs tarifs, ainsi qu'une limite de poids de marchandise rachetée. Le kilo d'aluminium baissa de 40 à 20 centavos, le carton de 6 à 2 centavos, et le verre de 4 à 1 centavo. Et cela lorsqu'ils avaient de la chance, parce que souvent ils devaient faire de longues queues en espérant qu'il reste suffisamment d'argent liquide au dépôt ou à l'usine pour les payer. Un journaliste du quotidien *Página 12* exprima en une phrase la réalité de la majorité des employés et des personnes vivant du secteur informel : « s'il n'y a pas de liquide, l'activité se paralyse et les familles ne peuvent plus manger ». La crise n'affecte pas que les *villeros*, loin s'en faut, mais dans leur cas le fait qu'ils ne peuvent se procurer des revenus qu'en dehors de la *villa* les touche cruellement. C'est pourquoi la fin du système de parité entraîna des comportements de panique, surtout de la part des classes moyennes qui se ruèrent dans les banques pour acheter des dollars à la dernière minute, puis qui manifestèrent pour réclamer de manière spectaculaire le remboursement de leurs épargnes en dollars – dans la monnaie où elles avaient été déposées.

- 41 Toutefois le plus dramatique survint lorsque même les systèmes d'échanges alternatifs et de troc, comme la « *red global del trueque* » ne permirent plus aux plus pauvres de se procurer le nécessaire. Car pour pouvoir échanger, encore faut-il avoir quelque chose à échanger. Le grand succès de la *red global del trueque* est un phénomène des classes moyennes. Même si les habitants de Villa Juanito les plus fortunés y ont recours, dans la mesure de leurs possibilités, ils reconnaissent n'y trouver qu'un pâle succédané de marché d'échange. Les clubs de *trueque* (troc) créés en 1995 à l'initiative d'un groupe de 23 personnes, ne remplacent ni le système d'échange propre à la *villa*, ni le marché en général. Ils ne compensent que faiblement le manque de monnaie nationale ou de bons provinciaux ou nationaux (*patacones* ou *lecops*). Deux raisons au moins expliquent leur succès tout relatif parmi les *villeros* ; l'une est de nature économique, l'autre de nature monétaire.
- 42 Dans un premier temps, les *villeros* qui possédaient quelque chose en surplus se rendaient régulièrement au *trueque* pour y échanger du matériel comme des téléviseurs, de l'électroménager ou des vêtements ; d'autres vendaient des produits préparés ou cuisinés ou des services professionnels. Mais une fois épuisés les surplus, ils n'eurent plus rien à échanger. De plus la confection de produits, notamment comestibles, exigeaient un apport monétaire du système officiel, que ce soit en pesos ou en *patacones* ; si bien que d'entrée de jeu les plus pauvres des *villeros* n'entrèrent jamais dans le réseau de *trueque*, et que ceux qui avaient quelque chose à échanger devinrent de moins en moins nombreux, surtout après la mise en place du *corralito* (fermeture du système bancaire).
- 43 Deuxièmement, si le troc direct se pratique, la majorité des échanges se font cependant au moyen d'une monnaie émise ou reconnue par le club (*credito*) en sorte que d'emblée se pose le double problème de savoir combien de *creditos* doit émettre le club, quelle doit être sa valeur et comment réguler les prix des biens et services troqués. Car les usagers sont victimes du jeu de l'offre et de la demande, lesquelles sont difficilement contrôlables : si une coupe de cheveux coûte 10 *creditos*, le prix d'un litre d'huile, marchandise beaucoup plus rare, peut varier de 15 à 1 000 *creditos*. En sorte que si certains clubs déclarent être l'objet d'un sabotage de la part des partis politiques, il nous semble en fait que le principal problème est lié au manque de régulation des prix et à l'absence d'une autorité souveraine permettant d'imposer des règles communes. Or chaque club se gère de manière autonome ; certains adhérents adoptent même leurs propres règles

d'échange, revendant parfois leurs *creditos* sur un marché parallèle pour obtenir des *patacones* ou des pesos. Ainsi avons-nous connu une *villera* qui renonça à participer au club de *trueque* situé à l'entrée de la *villa*, parce qu'elle n'y trouvait pas la nourriture dont elle avait besoin, et parce que les prix étaient trop élevés par rapport au service qu'elle proposait ; dès lors les *creditos* qu'elle avait accumulés ne lui servaient plus à rien. Car un problème majeur est qu'ils ne peuvent pas être utilisés hors du réseau des clubs. Par exemple on ne peut payer le *colectivo* (bus) avec des *creditos*. Le *trueque* ne résout donc pas les problèmes de manque d'argent. La *villera* en question décida alors d'essayer de revendre les 1 000 *creditos* qu'elle avait à un homme qui se proposait de les lui racheter à 22 centavos de peso le *credito*.

- 44 D'autre part, dans la *villa* personne n'a vraiment besoin des services d'un plombier, d'un électricien ou d'une retoucheuse ; soit on fait ces travaux soi-même, soit cela fait partie des choses que l'on échange entre *vecinos* sans rétribution monétaire, dans le cadre des formes d'échange familial ou de voisinage internes à la *villa*. En fin de compte la majorité des *villeros* accordent plus d'importance aux monnaies nationales et provinciales, qui leur permettent d'effectuer des échanges différents de ceux qu'ils pratiquent entre eux. La majorité des *villeros* voient donc dans les clubs de *trueque* une solution pour les classes moyennes, qui ne les concerne pas et ne résout pas leurs problèmes. Pour entretenir leurs dettes auprès des *almaceneros*, ils ont besoin de se procurer des pesos ou des bons (*lecops* ou *patacones*). Pour maintenir leur commerce et renouveler leurs stocks, les *almaceneros* doivent eux-mêmes acheter en dehors de la *villa* ; s'ils ferment, les *villeros* ne pourront même plus se nourrir. Les *villeros* tentent surtout de faire pression sur l'Etat pour obtenir des plans sociaux *Trabajar* ou *Jefe de Hogar* qui, bien que modestes (150 pesos par mois environ) permettent de maintenir les formes d'échanges internes à la *villa*. Cet apport de liquidité, si minime soit-il, est donc la condition de survie d'une multitude de personnes. Pour cela les *villeros* sont d'habiles stratèges : ils parviennent à gagner l'appui d'ONG, des syndicats, d'associations religieuses, des associations de représentants des *villas*, etc.

Conclusion

- 45 L'étude de Villa Juanito indique que les formes urbaines de la grande misère sont innombrables. L'organisation sociale des *villas miserias* n'est pas déterministe, et rien n'indique qu'on puisse en retrouver les formes, sinon les principes, dans d'autres bidonvilles. Comme souvent en anthropologie, la diversité des configurations est le produit de leurs histoires. La pauvreté est toutefois un monde qui nous échappe, parce qu'il est pour nous littéralement inconcevable. Comment peut-on vivre dans la société capitaliste d'aujourd'hui avec moins d'un dollar par jour ? En dépit des statistiques ou peut-être à cause d'elles, les analyses des économistes, des experts et des fonctionnaires internationaux ne nous disent pas grand-chose sur cette question : après quantités de recherches et d'études, développement, exclusion, pauvreté restent des concepts improbables. Pourquoi l'ethnocentrisme ne toucherait-il pas les spécialistes de notre propre société ?
- 46 Par allusion à Marshall Sahlins qui, examinant l'échange social dans la perspective de Hobbes, parle de réciprocité négative lorsque des partenaires d'un système social sont contraints d'échanger dans la violence (Sahlins, 1976), nous avons qualifié la solidarité de Villa Juanito de négative ; en effet en l'absence d'institutions autonomes la *villa* n'a pas d'organisation sociale propre. Elle est menacée et victime à la fois de la violence interne

de ses habitants et de la violence externe des institutions, en particulier de la monnaie (Aglietta & Orléan, 2002). Mais la solidarité de la *villa* est également négative en ce qu'elle peut être considérée comme le contretypé de la structure sociale de Buenos Aires et de l'Argentine actuelle : ses habitants ne font que répondre, avec leur intelligence et leur énergie, à la situation qui leur est faite ; et si les *villeros* nous semblent vivre autrement, c'est essentiellement parce qu'ils vivent dans un dénuement littéralement inimaginable. Dépendant de la répartition des ressources du système capitaliste argentin, ils sont les révélateurs de ses déficiences, de ses aléas, mais aussi de ses atouts. Quand le reconnaitrons-nous ?

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M., ORLEAN A. (dir), 1998. *La monnaie souveraine*. Paris, Odile Jacob.
- AGLIETTA M., ORLEAN A., 2002. *La monnaie entre violence et confiance*. Paris, Odile Jacob.
- OSZLAK O., 1998. *Merecer la ciudad. Los pobres y el derecho al espacio urbano*. Buenos Aires, Humanitas.
- POLANYI K., 1968. *Primitive, Archaic and Modern Economies. Essays of Karl Polanyi* (edited by George Dalton). Boston, Beacon Press.
- SAHLINS M., 1976. *Age de pierre. Age d'abondance*. Paris, Gallimard.
- SAMUELSON P., 1973. « Classical and Neo-classical Monetary Theory », in CLOWER R.W. *Monetary Theory*. Harmondsworth, Penguin.
- SIMMEL G., 1987. *La philosophie de l'argent*. Paris, PUF.
- THERET B., 1998. « De la dualité des dettes et de la monnaie dans les sociétés salariales », in AGLIETTA M. & ORLEAN A. (dir) *La monnaie souveraine* : 253-287.

NOTES

1. Le nom de Villa Juanito est un pseudonyme ; il a été changé pour préserver la sécurité de ses habitants.
2. Habitants de Buenos Aires.
3. Le salaire moyen dans ce secteur étant d'environ 200 pesos mensuels, personne ne songe à s'ouvrir un compte courant ou un livret épargne.

RÉSUMÉS

Cet article traite de la faillite monétaire argentine et de son impact sur les conditions de vie des habitants d'une villa miseria (bidonville) de Buenos Aires. L'analyse des crises monétaires nous permet de poser le problème de la nature de l'organisation sociale et de la solidarité dans ces villas. Si le manque quasi absolu d'argent les oblige à développer des formes d'entraides individuelles originales, on constate en même temps l'absence d'institutions et de formes d'organisation sociale autonomes. La pauvreté extrême (difficile à concevoir de l'extérieur) induit des formes de solidarité négative (violences, vols) jusque dans la villa. La faillite étatique actuelle est la conséquence de la nouvelle gestion économique et financière initiée durant la dictature militaire (1976-1983) et poursuivie jusqu'à nos jours.

This article deals with currency failure in Argentina and its impact on life in a 'villa miseria' (shantytown) in Buenos Aires. An analysis of monetary crises allows us to pose the problem of the nature of social organisation and mutual support in these villas. Although an almost total lack of money forces individuals to develop novel forms of mutual aid, at the same time an absence of autonomous institutions and forms of social organisation can be noted. Extreme poverty (difficult to conceive from the outside) induces forms of negative solidarity (violence, theft) even in the villa itself. The current state collapse is the result of the new form of economic and financial management initiated during the military dictatorship (1976-1983) and which has been followed ever since.

INDEX

Keywords : autonomy, monetary crisis, poverty, solidarity, trust

Mots-clés : autonomie, confiance, crise monétaire, pauvreté, solidarité

AUTEURS

PIERRE-YVES JACOPIN

IHEAL-Université Paris III, Equipe Cenzontle – CREDAL

Pierre-Yves Jacopin fait des recherches dans la banlieue de Buenos Aires depuis 1998. La présente recherche a été financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique ; qu'il en soit remercié ici.

NATHALIE PUEX

IHEAL-Université Paris III, Equipe Cenzontle – CREDAL

Nathalie Puex, allocataire de recherche du ministère de l'Éducation nationale, étudie un bidonville de la banlieue de Buenos Aires depuis 1997.